

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DU CANDOR

64 rue de Belleville
60220 Blargies

Références : 2026-E20020
Code AIOT : 0005107392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement PARC EOLIEN DU CANDOR implanté PARC EOLIEN 80290 Hescamps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DU CANDOR
- PARC EOLIEN 80290 Hescamps
- Code AIOT : 0005107392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 14 décembre 2012, le préfet de la somme a donné acte de l'antériorité suite à la déclaration de M. PERIMONY pour un parc parc éolien comprenant 5 aérogénérateurs d'une hauteur totale de

100m et d'une puissance unitaire de 1.2 MW exploité sur le territoire d'Hescamps.

La constitution de ce parc a été autorisée par arrêté préfectoral de permis de construire du 10 octobre 2006 en faveur de la société SAS les Vents Picards transféré par arrêté préfectoral du 3 mars 2008 en faveur de la société SAS Éoliennes du Candor.

La société INNOVENT est le gestionnaire technique du parc.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actualisation des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Contrôles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Montant des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
8	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités majeures relatives notamment aux contrôles de maintenance et à la mise en sécurité de l'installation ont été relevées dans le cadre de la visite d'inspection. Compte tenu du

délai de mise en conformité et de la gestion de l'exploitant vis-à-vis des consignes de sécurités du parc, un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à M. le Préfet de la Somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un acte de cautionnement établi par la société QBE le 12 novembre 2025 (contrat n° MP022 00123 - 004). Le montant de la caution provisionnée est de 322 564,50 € et est valable jusqu'au 24 août 2030.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : Par courriel du 26 janvier 2026, l'exploitant a justifié les modalités de calcul de la dernière actualisation du montant du calcul des garanties financières ainsi que la formule de calcul utilisée. L'exploitant indique que l'actualisation a été faite en utilisant la méthode en cours lors de la mise en service du parc soit une valeur de base de 50 000 € par mats actualisée en fonction de l'indice TP01. Le Cu (coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur) utilisé pour les calculs n'a pas été actualisé suite à la modification de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 par l'arrêté du 11 juillet 2023. Le calcul des garanties financières doit utiliser un Cu de 75 000 € lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2,0 MW. Non conformité : l'exploitant n'a pas actualisé le montant de la garantie financière de son parc selon les dispositions des annexes I et II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un suivi environnemental établi par la société ENVOL le 25 novembre 2020. Ce rapport conclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les résultats du suivi de mortalité 2020 sont en adéquation avec les impacts potentiels pressentis par l'étude d'impact initiale ; - Pour les oiseaux, ce sont surtout des espèces communes qui semblent victimes du fonctionnement du parc éolien ; - Concernant les chiroptères, les écoutes en continu révèlent la présence de 4 espèces, toutes connues pour être à l'aise avec le survol des espaces ouverts. L'activité est globalement très faible et justifie l'absence de cadavre révélée par les prospections de mortalité ; - Il n'est pas jugé nécessaire de renouveler le suivi de mortalité au sol. <p>Parmi les espèces d'oiseaux trouvées sous les aérogénérateurs, deux sont patrimoniales en raison de leurs statuts de conservation défavorables (Goéland brun et Buse variable). L'Alouette de champs, bien que quasi-menacée en France, est un gibier chassable, comme le Faisan de Colchide</p>

et la Perdrix grise. Au vu du nombre de cadavres retrouvés, les collisions sont considérées comme accidentelles. De plus, le parc ne se situe pas dans les couloirs de migration principaux de la région.

Le suivi environnemental met en évidence l'absence d'impact significatif des aérogénérateurs sur l'avifaune et les chiroptères.

La société ENVOL propose la mise en place des mesures compensatoires suivantes :

- fauche des végétaux au début du mois d'avril et au mois d'août ;
- mise en drapeau des appareils pour des vents inférieurs à 3 m/s (d'avril à octobre) permettant de protéger 62,86% des chauves-souris transitant au niveau du parc.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il réalise un fauchage au pied des éoliennes 2 fois par an. Il a également précisé que la mise en drapeau n'est pas nécessaire car le démarrage des éoliennes débute à partir de 3,6 m/s. L'exploitant doit être en mesure de justifier la mise en place de ces mesures compensatoires.

Il a été constaté un agrainoir vide au pied de l'éolienne 3. L'inspection a indiqué à l'exploitant la nécessité d'évacuer ce type d'installation afin de limiter l'attractivité de la faune volante autour des éoliennes.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, à l'inspection des installations classées, les accidents et incidents liés au fonctionnement du parc éolien et notamment l'impact sur la faune volante conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement. Une fiche de notification est disponible au lien suivant :https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2025/08/FR_Declaration_IncidentFauneVolante.pdf

L'exploitant devra également s'assurer que les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées dans la base de données biodiversité disponible à l'adresse suivante : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.

- un arrêt ;

<p>- un arrêt d'urgence ;</p> <p>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces essais sont réalisés par la société INNOVENT. Lors de la visite du site, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les deux derniers rapports de contrôle de l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse pour l'ensemble du parc. L'exploitant n'a pas transmis ces documents.</p> <p>Non conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure d'attester qu'il réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces contrôles sont réalisés par la société INNOVENT. Lors de la visite du site, il a été demandé à l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques pour l'ensemble du parc et le poste de livraison ;

- les habilitations électriques des personnes réalisant ces contrôles.

L'exploitant n'a pas transmis ces documents.

Non conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure d'attester qu'il réalise le contrôle des installations électriques intérieures des éoliennes et du poste de livraison par un organisme compétent à fréquence annuelle conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. [...]

Constats :

L'exploitant a indiqué que ces contrôles sont réalisés par la société INNOVENT. Le contrôle de l'ensemble des brides est réalisé sur une période de 3 ans à l'aide d'un marquage sur les brides. L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de document permettant d'attester que cette périodicité est respectée. Un contrôle visuel des pales et des mats est réalisé tous les 6 mois à l'aide d'un drone.

Lors de la visite du site, il a été demandé à l'exploitant de transmettre pour l'ensemble du parc :

- les deux derniers rapports de contrôle des brides de fixations, brides de mât et fixation des pales ;
- les deux derniers rapports de contrôle visuel des pales et des mats.

L'exploitant n'a pas transmis ces éléments.
Non conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure d'attester qu'il réalise le contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur et des pales conformément aux alinéas I et II de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur les consignes de sécurité à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des installations du parc. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas connaissance de ces consignes. Ces consignes n'ont pas été transmises suite à la visite d'inspection.</p> <p>Non conformité : l'exploitant ne dispose pas des consignes de sécurité relatives à l'exploitation du parc conformément à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Au cours du contrôle, seules les éoliennes 1 et 3 ainsi que le poste de livraison ont été contrôlés. Les aérogénérateurs 1 et 3 ainsi que le poste de livraison étaient fermés à clés. Les aérogénérateurs 1 et 3 ne disposaient pas d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère. L'exploitant a indiqué que les affichages n'étaient pas non plus présents sur les autres éoliennes du parc. Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité d'indiquer sur les éoliennes l'interdiction d'accès à toute personne étrangère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

<p>Constats :</p> <p>Seules les éoliennes 1 et 3 ainsi que le poste de livraison ont été contrôlés. Les éoliennes étaient identifiées par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât.</p> <p>Au cours du contrôle, il n'a pas été constaté la présence d'affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes et du poste de livraison. L'exploitant a indiqué que ces affichages n'étaient pas non plus présents sur les autres éoliennes du parc.</p> <p>Non conformité : les chemins d'accès des aérogénérateurs et du poste de livraison ne disposent pas d'affichage concernant les prescriptions à observer par les tiers conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que l'intérieur du pied de l'éolienne 3 était propre. Un carton de chiffons souillés était présent dans l'éolienne 1, celui-ci a été évacué par l'exploitant le jour même. L'inspection a fait un rappel sur la nécessité de ne pas entreposer de matériaux combustibles ou inflammables à l'intérieur des éoliennes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>

Constats :

Seuls le pied des éoliennes 1 et 3 ainsi que le poste de livraison ont été contrôlés.

2 extincteurs étaient présents au bas de l'éolienne 3. La date de la dernière vérification n'était pas indiquée.

2 extincteurs étaient présents au bas de l'éolienne 1. Ils comportaient la date de la dernière vérification, à savoir mai 2025.

L'extincteur présent dans le poste de livraison n'a pas été contrôlé depuis 2021.

Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les rapports de vérification des extincteurs de l'ensemble du parc. L'exploitant n'a pas transmis ces documents.

Non conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure d'attester que chaque aérogénérateur et le poste de livraison sont dotés de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur conformément à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois